

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2026-19 du 21 mai 2026

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. La Maison Blanche publie une déclaration suite au sommet Xi-Trump des 14 et 15 mai
2. L'USTR lance un appel à commentaire et une session d'audiences publiques sur de possibles mesures de sauvegarde sur les importations de quartz aux États-Unis
3. Le Département du Commerce publie les procédures permettant aux entreprises pharmaceutiques de demander un accord de relocalisation
4. Le Département de la Justice défend la suppression de l'exemption *de minimis* devant le tribunal américain du commerce international

### Climat – énergie – environnement

5. Le Département de l'Énergie annonce 45,7 M\$ pour 19 projets innovants sur les minerais critiques
6. L'Agence de protection de l'environnement annonce une stratégie pour les PFAS

### Transport et infrastructure

7. Le Secrétaire aux Transports publie le Plan stratégique national pour le fret 2026 afin de moderniser le réseau

### Industrie

#### Brèves

### Agriculture et industrie agroalimentaire

8. La Maison Blanche affirme que la Chine achètera du soja, du bœuf et de la volaille, sans confirmation formelle de la partie chinoise
9. L'administration Trump prévoit toujours de répondre aux prix élevés des engrais par des mesures encourageant une offre domestique supplémentaire et un marché plus transparent et concurrentiel

### Numérique et innovation

#### Brèves

### Santé

10. La Cour Suprême rejette le recours de six laboratoires contre les négociations de prix des médicaments issues de l'Inflation Reduction Act (IRA)

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. La Maison Blanche publie une déclaration suite au sommet Xi-Trump des 14 et 15 mai

Le dimanche 17 mai, la Maison Blanche a publié une [factsheet](#) apportant des précisions sur les engagements obtenus de la partie chinoise au cours du sommet Xi-Trump.

Appel commun à l'ouverture du détroit d'Ormuz : les deux pays appellent à la réouverture du détroit d'Ormuz et conviennent qu'aucun pays ni aucune organisation ne peut être autorisé à percevoir des droits de passage.

Création du Board of Trade et du Board of Investment : le premier destiné à la « gestion du commerce bilatéral des biens non sensibles », et le second établissant un « dialogue de gouvernement à gouvernement sur les questions liées à l'investissement ».

La déclaration stipule par ailleurs que « la Chine répondra aux préoccupations des Etats-Unis » concernant les pénuries dans les chaînes d'approvisionnement liées aux terres rares et d'autres minéraux critiques (yttrium, scandium, néodyme et indium cités), ainsi que sur les restrictions sur la vente des biens d'équipement et des technologies de production et d'extraction.

Le document annonce l'achat de 200 appareils Boeing par des compagnies chinoises. Le 17 mai sur CBS News, l'USTR Jamieson Greer a [expliqué](#) que la Chine achèterait beaucoup plus d'avions si les 200 premiers s'avéraient satisfaisants.

Enfin, il est question d'achats chinois d'au moins 17 milliards de dollars par an entre 2026 et 2028 de produits agricoles américains, en plus des engagements d'achats de soja déjà pris en octobre 2025. La fact sheet annonce également le renouvellement des agréments de plus de 400 établissements pour l'exportation de bœuf américain. Une reprise des importations de poulet (pour les Etats jugés exempts de la grippe aviaire par l'USDA) est également mentionnée.

## 2. L'USTR lance un appel à commentaire et une session d'audiences publiques sur de possibles mesures de sauvegarde sur les importations de quartz aux Etats-Unis

Dans un [avis du Federal Register](#) publiée le 15 mai, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) lance un appel à commentaires et une session d'audiences publiques, sur d'éventuelles mesures de sauvegarde qu'il pourrait prendre sur les

importations américaines de produits de surface en quartz (plan de travail et autres surfaces domestiques).

Ce choix intervient suite à la décision partagée de la Commission du commerce international des Etats-Unis (USITC) qui recommande l'utilisation de contingents tarifaires sur les importations de quartz, estimant que ces dernières portent préjudice à l'industrie nationale, malgré l'opposition de plusieurs acteurs du secteur.

L'USTR lancera donc le processus de consultation publique après la remise du rapport de l'USITC, avec une première série de commentaires écrits à remettre avant le 1er juin et les réponses à ces commentaires avant le 8 juin. L'audience est prévue le 16 juin.

### **3. Le Département du Commerce publie les procédures permettant aux entreprises pharmaceutiques de demander un accord de relocalisation**

Le 13 mai, le Département du Commerce a publié un [avis](#) annonçant les procédures permettant aux entreprises fabriquant des produits pharmaceutiques de demander des accords de relocalisation (onshoring) spécifiques à leur société, lesquels les rendraient éligibles à un taux de droits de douane réduit à 20% au titre de la [section 232](#) pour les importations de leurs produits pharmaceutiques et de leurs ingrédients.

Les entreprises doivent déposer leur dossier dans les 30 jours suivant la publication de l'avis au Federal Register, en fournissant notamment des informations sur le montant des investissements aux États-Unis entre 2025 et 2029, les produits concernés et les objectifs de production et de ventes américaines d'ici 2029.

Pour mémoire, l'UE bénéficiera d'un droit plafond de 15% dans le cadre de ce régime tarifaire, conformément à la déclaration conjointe du 21 août entre l'UE et les Etats-Unis. Ces droits entreront en vigueur à compter du 31 juillet 2026 pour les entreprises bénéficiant d'accord MFN, et d'engagements en matière d'« onshoring » approuvés, et à compter du 29 septembre pour le reste des entreprises.

### **4. Le Département de la Justice défend la suppression de l'exemption de *minimis* devant le tribunal américain du commerce international**

Dans le cadre de l'affaire Detroit Axle v. Department of Commerce, le Département de la Justice (DoJ) a [soutenu](#) le 14 mai devant le tribunal américain du commerce international (CIT) que le rétablissement de l'exemption « de minimis », suite à l'annulation des

droits IEEPA en février, serait une limitation abusive des pouvoirs commerciaux du président.

Le DoJ soutient que l'arrêt Learning Resources v. Trump de la Cour suprême a uniquement établi que le président ne peut recourir à la loi d'urgence IEEPA pour imposer des droits de douane. L'argument selon lequel l'annulation du principe de minimis sur les envois de faible valeur équivaut au pouvoir de lever des recettes irait trop loin.

La CIT n'a pas fixé de délai pour statuer sur l'affaire, bien que le nouveau mémoire du DoJ ait été le dernier prévu, ce qui signifie qu'une décision pourrait intervenir à tout moment.

## Brèves

- Le Secrétaire au Trésor Scott Bessent [a déclaré](#) le 18 mai sur X qu'il [prolongeait](#) de 30 jours la suspension temporaire des sanctions américaines sur les exportations de pétrole russe, soit jusqu'à la mi-juin.
- Le 15 mai, [le Bureau du représentant américain au commerce \(USTR\) a repoussé](#) la date limite pour la soumission des observations postérieures à l'audience publique concernant son enquête sur les surcapacités structurelles menée au titre de la section 301 du Trade Act (1974), accordant aux parties prenantes jusqu'au mercredi 22 mai pour faire part de leurs commentaires.
- Sur X, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a [indiqué](#) le 20 mai qu'il « se félicite des progrès réalisés par l'Union européenne dans la mise en œuvre » de l'accord, mais a ajouté qu'il « examinerait certaines modifications restrictives dans la législation actuelle de l'UE afin d'évaluer si elle est conforme » à l'accord initial.
- Le Bureau du représentant américain au commerce [a annoncé](#) le 19 mai que la réunion des ministres du commerce du G20 aura lieu à Milwaukee du 30 septembre au 1er octobre. Selon l'USTR, les ministres échangeront notamment sur la fin du travail forcé, la mise à jour du principe de la nation la plus favorisée (MFN), la dénonciation de l'instrumentalisation du commerce alimentaire comme arme, ainsi que la gestion de la surcapacité structurelle et de la production, selon M. Greer.
- L'administration américaine [a accordé](#) une dérogation aux droits 232 acier-alu au bénéfice de l'entreprise britannique Tata Steel. De nouvelles directives émises par les douanes « précisent que les articles en acier d'origine britannique fabriqués par Tata Steel UK, dont le pays de fusion et de coulée (melt and pour) déclaré est les Pays-Bas, peuvent

continuer à être importés au taux de droit de douane inférieur prévu par la section 232 pour l'acier d'origine britannique ».

## Climat – énergie – environnement

### 5. Le Département de l'Énergie annonce 45,7 M\$ pour 19 projets innovants sur les minerais critiques

Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 19 mai un financement de 45,7 M\$ pour 19 projets visant à renforcer l'innovation et sécuriser la chaîne d'approvisionnement nationale en minerais critiques comme le magnésium et les terres rares. Le DoE précise que l'objectif est de développer des technologies pilotes pour produire et traiter ces matériaux aux États-Unis, réduisant ainsi la dépendance aux importations étrangères. Deux projets ont été sélectionnés pour un traitement pilote pré-commercial : USA Rare Earth et Big Blue Technologies. Les 17 autres projets développeront des technologies innovantes pour rendre les sources nationales de matériaux critiques plus durables, abordables et respectueuses de l'environnement.

### 6. L'Agence de protection de l'environnement annonce une stratégie pour les PFAS

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) et le Département de la Santé et des Services sociaux ont [annoncé](#) le 18 mai une « stratégie complète pour les PFAS » visant à traiter les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) sur l'ensemble de leur cycle de vie. Elle comprend :

- la promotion de technologies innovantes de traitement et de destruction des PFAS ;
- 1 Md\$ de financement pour aider les États à traiter ces substances (5 Md\$ sur cinq ans) ;
- deux règlements soumis à consultation publique visant i) le maintien des limites dans l'eau potable pour les PFOA et PFOS avec la possibilité pour les producteurs d'eau potable de demander une extension du délai de mise en conformité à ces limites jusqu'en 2031, et ii) la suppression des limites dans l'eau potable pour les PFHxS, PFNA, HFPO-DA et PFBS en raison de préoccupations légales suite à des manquements d'application des procédures prévues par le Safe Drinking Water Act (SDWA).

L'EPA indique également développer des limites dans les effluents industriels émettant des PFAS afin de limiter leur entrée dans l'eau dès la source.

## Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 14 mai l'attribution de 94 M\$ à huit entreprises américaines pour accélérer le déploiement de petits réacteurs modulaires avancés à eau légère (SMR) aux États-Unis. Ces financements visent des projets travaillant à combler les lacunes de la chaîne d'approvisionnement, en matière d'autorisation et de préparation des sites, afin de faciliter le déploiement sur le territoire national de réacteurs de nouvelle génération (Gen III+).
- Le Département de l'Énergie a [signé](#) le 14 mai un Mémoire d'Entente (MOU) sur la coopération stratégique en matière d'énergie avec la Division de l'Énergie et des Ressources Minérales de la République Populaire du Bangladesh. Le MOU devrait faciliter des investissements et projets énergétiques à travers toute la chaîne de valeur énergétique, incluant le gaz naturel liquéfié (GNL), le gaz de pétrole liquéfié (GPL), les produits pétroliers, la géothermie et l'énergie issue de la biomasse.

# Transport et infrastructure

## 7. Le Secrétaire aux Transports publie le Plan stratégique national pour le fret 2026 afin de moderniser le réseau

Le 18 mai, le Secrétaire aux Transports Sean P. Duffy a [publié](#) le Plan stratégique national pour le fret 2026 ([NFSP](#)), feuille de route pluriannuelle pour moderniser le réseau de fret américain de près de 7 millions de miles (11,3 millions de km), qui achemine chaque jour plus de 54 millions de tonnes de marchandises représentant plus de 68 Md\$.

Il s'agit de la deuxième édition de ce plan, le premier ayant été publié en 2020, dans un contexte alors marqué par l'essor du commerce en ligne et la transition des États-Unis vers le statut d'exportateur net d'énergie. L'édition 2026 tient compte d'un paysage profondément transformé, caractérisé par une production énergétique domestique à son niveau historique le plus élevé et un doublement des constructions de sites industriels depuis 2021 dans le cadre du mouvement de relocalisation (*reshoring*).

Le plan fixe six priorités stratégiques sur cinq ans : (i) réduire ou éliminer les accidents graves et les décès sur le réseau de fret, (ii) améliorer la fiabilité du système et simplifier la réglementation fédérale, (iii) garantir l'intégrité des chaînes d'approvisionnement au service de la défense nationale et de la prospérité économique, (iv) renforcer la résilience du réseau face aux risques et améliorer les capacités de réponse aux crises, (v) moderniser les infrastructures de fret et encourager le développement de technologies de rupture et développer une main-d'œuvre qualifiée pour le 21ème siècle.

## Brèves

- Le 15 mai, le secrétaire aux Transports Sean P. Duffy a [annoncé](#) un investissement de 835,8 M\$ dans la modernisation des infrastructures de contrôle du trafic aérien. Plus de 750 M\$ serviront à remplacer intégralement huit tours de contrôle et centres d'approche radar (TRACONs) dans huit États, tandis que 85,8 M\$ permettront de rénover les tours sous contrat (*Federal Contract Towers*) de 41 aéroports dans 24 États. Ces installations, souvent vieilles de plusieurs décennies, seront intégrées au nouveau système de contrôle aérien en cours de déploiement par l'administration Trump.
- Le 19 mai, le secrétaire aux Transports Sean P. Duffy a [lancé](#) Motus, un nouveau système fédéral d'enregistrement des transporteurs routiers, remplaçant un réseau vieillissant d'applications fragmentées jugé particulièrement vulnérable à la fraude. Reposant sur la vérification biométrique et l'analyse de données, il vise à mettre fin aux pratiques des opérateurs dits « caméléons », qui exploitaient les failles de l'ancien système pour dissimuler leur historique de sécurité en changeant d'identité ou de structure juridique.

# Industrie

## Brèves

- 1789 Capital, fonds de capital-risque dont Donald Trump Jr. est associé, [a vu](#) ses actifs sous gestion passer de 200 M\$ à 3,5 Md\$ au cours de l'année écoulée, avec notamment une série d'investissements dans des sociétés d'IA non cotées. Un associé du fonds a déclaré au FT viser 10 Md\$ d'actifs sous gestion dans les prochaines années, et positionne 1789 Capital comme un futur Carlyle Group (en référence à la réputation de ce dernier pour ses connexions politiques) qui n'investirait

cependant qu'aux Etats-Unis selon un principe de « capitalisme patriotique ».

- Le 20 mai, Reuters [rapporte](#) que Volkswagen a affirmé ne mener actuellement aucune discussion avec des constructeurs chinois concernant un éventuel partage de capacités industrielles en Europe. Cette déclaration du directeur général Oliver Blume intervient après plusieurs semaines de spéculations autour d'éventuels partenariats destinés à utiliser les usines européennes sous-exploitées du groupe, confronté à une baisse de la demande et à une forte concurrence chinoise sur le marché des véhicules électriques.
- Le 20 mai, le Financial Times [rapporte](#) que Jaguar Land Rover envisage un partenariat avec Stellantis afin de développer et potentiellement produire des véhicules aux États-Unis. Parallèlement, Stellantis a annoncé une coentreprise avec le constructeur chinois Dongfeng Motor pour produire des véhicules électriques en France. Cette annonce contraste donc avec la position de Volkswagen, qui démentait le même jour toute discussion en ce sens, et illustre le rapprochement croissant entre constructeurs européens et chinois autour des capacités industrielles sous-utilisées en Europe.

## Agriculture et industrie agroalimentaire

### 8. La Maison Blanche affirme que la Chine achètera du soja, du bœuf et de la volaille, sans confirmation formelle de la partie chinoise

La Maison Blanche a annoncé dimanche 17 mai que la Chine avait accepté d'acheter davantage de soja, de bœuf et de volaille suite au voyage du président Trump à Pékin. Dans une [fiche](#) d'information, la Maison Blanche déclare que :

- La Chine achètera au moins 17 Md\$ par an de produits agricoles américains en 2026 (au prorata), 2027 et 2028, en plus des engagements d'achat de soja pris en octobre 2025.
- La Chine a rétabli l'accès au marché pour le bœuf américain en renouvelant les agréments arrivés à expiration pour plus de 400 établissements de transformation de bœuf américains et en ajoutant de nouveaux agréments.

- La Chine a repris les importations de volailles en provenance d'États américains jugés exempts par l'USDA de grippe aviaire hautement pathogène.

De son côté, dans un [communiqué](#) officiel du 20 mai, le Ministère du Commerce de la République populaire de Chine ne confirme pas ces informations, notamment l'achat annuel de 17 Md\$ de produits agricoles supplémentaires aux achats de soja. Il indique simplement que : « les deux parties sont parvenues à une série de consensus positifs sur la promotion de la résolution des barrières non tarifaires et des questions d'accès au marché pour certains produits agricoles entre elles, et ont convenu en principe d'inclure les produits pertinents dans le cadre de réduction de l'impôt réciproque, et ont également fixé des objectifs directeurs pour l'expansion du commerce bilatéral des produits agricoles ». Les Chinois disent par ailleurs s'attendre « à ce que les deux parties réduisent conjointement les tarifs douaniers, réduisent les barrières non tarifaires et élargissent l'accès au marché afin de créer des conditions favorables au commerce agricole bilatéral et de promouvoir la reprise et l'expansion continue de la coopération commerciale dans le domaine des produits agricoles ». Enfin, la partie chinoise rappelle que « les produits laitiers, aquatiques, légumes, fruits et autres produits agricoles spécialisés chinois ont également un potentiel de demande important sur le marché américain ».

## 9. L'administration Trump prévoit toujours de répondre aux prix élevés des engrais par des mesures encourageant une offre domestique supplémentaire et un marché plus transparent et concurrentiel

Avec ses collègues du DOE, Chris Wright, et de l'EPA, Lee Zeldin, ainsi que des élus du Congrès, la secrétaire à l'agriculture, Brooke Rollins, a [tenu](#) le 19 mai une conférence de presse sur la question du prix élevé des engrais. Au-delà des mesures déjà annoncées et que la secrétaire a rappelées, comme la suspension prolongée du [Jones Act](#) pour alléger les coûts de transport intérieur ou la possibilité nouvelle d'importer des engrais du Venezuela, Brooke Rollins et ses collègues ont surtout insisté sur des mesures visant à faire baisser les prix par un marché des engrais plus efficient. Les mesures annoncées à l'occasion de ce point presse visent (i) à accroître l'offre intérieure par une reconquête d'un marché encore trop dépendant des importations, en allant notamment plus vite sur les autorisations administratives de construction d'usines et (ii) à lever les contraintes « climatiques » qui avaient été posées par la précédente administration. Brooke Rollins et ses collègues ont également insisté

sur le besoin d'une plus grande transparence du marché des intrants en général et des engrais en particulier (nomination prochaine d'un économiste en charge de ces questions à l'USDA), de veiller à l'absence d'entente sur les prix par les quelques acteurs d'un secteur très concentré (action antitrust possible du DoJ) et en encourageant la recherche, notamment pour promouvoir les biostimulants. Contrairement aux débats qui ont lieu dans de nombreux pays et aux mesures concrètes d'aide prises en Europe, la secrétaire américaine à l'agriculture n'a évoqué, à aucun moment, la possibilité d'un accompagnement financier des agriculteurs pour faire face à cette situation. En réponse à la question d'une journaliste, Brooke Rollins a même indiqué que la constitution d'un stock stratégique d'engrais, à l'image de ce qui existe pour le pétrole, n'était pas à l'ordre du jour.

## Numérique et innovation

### Brèves

- Le 18 mai, un jury fédéral de Californie a [rejeté](#) à l'unanimité les demandes d'Elon Musk à l'encontre d'OpenAI et de son PDG Sam Altman, estimant que celui-ci avait introduit son action hors du délai de prescription applicable (*statute of limitations*). La juge fédérale Yvonne Gonzalez Rogers a confirmé cette analyse et prononcé le rejet de l'ensemble des demandes, portant notamment sur la violation par OpenAI de sa mission d'origine à but non lucratif (*breach of charitable trust*), la restitution des bénéfices tirés de sa transformation commerciale (*unjust enrichment*) et la responsabilité de Microsoft pour avoir facilité cette évolution. Il s'agit d'une décision procédurale : le tribunal n'a pas statué sur le fond des accusations. Musk a [annoncé](#) son intention de faire appel, affirmant que la justice ne s'était pas prononcée sur le cœur de ses griefs. Cette décision écarte toutefois, à court terme, le scénario le plus défavorable pour OpenAI, qui aurait pu inclure une remise en cause de sa structure actuelle ou des dommages et intérêts importants, et réduit l'incertitude juridique pesant sur l'entreprise à l'approche d'une éventuelle introduction en bourse.
- Le 19 mai, OpenAI a [annoncé](#) le lancement de *Guaranteed Capacity*, un programme permettant à ses clients professionnels de réserver un accès garanti à la puissance de calcul de l'entreprise en échange d'engagements de un à trois ans, avec des remises croissantes en fonction de la durée et du volume. [Selon](#) le PDG d'OpenAI, Sam Altman, cette offre

répond à une demande croissante des clients souhaitant sécuriser leur accès à la puissance de calcul dans un contexte de pénurie durable.

- Le 19 mai, la FTC a [commencé](#) à appliquer le *Take It Down Act* (TIDA), loi signée par le Président Trump en mai 2025 à l'initiative de la Première Dame Melania Trump (voir [Brèves sectorielles du 23 mai 2025](#)), qui impose aux plateformes numériques de mettre en place une procédure permettant aux victimes de demander le retrait d'images intimes diffusées sans leur consentement — y compris celles générées par intelligence artificielle — et de supprimer ces contenus dans un délai de 48 heures. Le 20 mai la FTC a [adressé](#) des lettres d'avertissement (*warning letters*) à 12 entreprises proposant des outils dits de « nudification » (*nudify tools*), les sommant de se mettre « immédiatement en conformité » sous peine d'amendes pouvant atteindre 53 088 \$ par infraction. Le président de la FTC, Andrew Ferguson, avait également adressé la semaine précédente des courriers de rappel aux principales plateformes — dont Alphabet, Amazon, Apple, Meta, Microsoft, Snapchat, TikTok et X — les enjoignant de respecter la date butoir du 19 mai.
- Le 19 mai, Google a tenu sa [conférence](#) annuelle pour développeurs, Google I/O, marquée entre autres par une série d'annonces autour de l'intégration de son modèle d'IA Gemini dans ses principaux produits. L'entreprise a présenté Gemini 3.5 Flash, un nouveau modèle conçu pour alimenter des agents IA autonomes, ainsi que Gemini Spark, un assistant capable d'effectuer des tâches en arrière-plan pour le compte de l'utilisateur en s'appuyant sur ses données Gmail, Maps, YouTube et autres services Google. Google a par ailleurs décrit la refonte de son moteur de recherche comme la plus importante depuis 25 ans : celui-ci fonctionnera désormais de manière conversationnelle et pourra déclencher des agents capables de surveiller des informations, comparer des produits ou réserver des événements de manière autonome. L'entreprise a indiqué que le nombre d'utilisateurs réguliers de Gemini avait plus que doublé en un an pour atteindre 900 millions, un niveau comparable à celui revendiqué par OpenAI pour ChatGPT.

# Santé

## 10. La Cour Suprême rejette le recours de six laboratoires contre les négociations de prix des médicaments issues de l'Inflation Reduction Act (IRA)

Le 18 mai, la Cour Suprême a [rejeté](#) les recours de six laboratoires pharmaceutiques (AstraZeneca, Boehringer Ingelheim, Bristol Myers Squibb, J&J, Novartis et Novo Nordisk) contestant le droit de Medicare à négocier les prix des médicaments aux termes de l'Inflation Reduction Act (IRA), adopté par le Congrès en 2022. Cette décision, non motivée par la Cour, conforte l'exécutif américain dans la solidité juridique de ce programme de négociation des prix, mis en œuvre sous administration Biden et poursuivi sous l'actuelle administration. Celui-ci a déjà couvert 25 médicaments sur deux cycles de négociation, permettant des économies estimées à 1,5 Md\$ pour les assurés sur le premier cycle (10 médicaments, prix effectifs depuis janvier 2026). Un troisième cycle de négociations, portant sur 15 traitements, [est](#) en cours.

Des contentieux plus ciblés se poursuivent néanmoins, notamment autour des critères de sélection des médicaments éligibles. Par ailleurs, une proposition de règlement des Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS), pour formaliser les standards de mise en œuvre du programme à compter de 2029, [pourrait](#) donner lieu à de nouveaux recours.

### Brèves

- Le 18 mai, le groupe pharmaceutique américain Regeneron a [annoncé](#) la conclusion d'un accord de collaboration stratégique avec l'entreprise de biotechnologies Parabilis Medicines, basée à Boston, pour découvrir et développer une nouvelle classe de thérapeutiques, les Antibody-Helicon Conjugates (AHCs). Combinant les anticorps de Regeneron avec la plateforme de peptides Helicon de Parabilis, ce traitement devrait permettre de cibler de nouvelles protéines intracellulaires. L'accord prévoit un paiement initial de 50 M\$ et un investissement en fonds propres de 75 M\$, avec jusqu'à 2,2 M\$ de paiements additionnels potentiels liés aux jalons de développement et de commercialisation sur cinq cibles initiales.
- Le 20 mai, le groupe pharmaceutique américain Bristol Myers Squibb (BMS) a [annoncé](#) avoir conclu un accord stratégique avec Anthropic afin de déployer la plateforme Claude

Enterprise sur l'ensemble de ses opérations mondiales.  
L'objectif est de doter 30 000 collaborateurs du laboratoire de capacités d'IA agentiques afin d'accélérer la recherche, le développement clinique, la fabrication et les fonctions commerciales. Selon les analystes, BMS [serait](#) la plus grande entreprise pharmaceutique à avoir conclu un tel accord avec Anthropic à ce stade.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

[washington@dgtresor.gouv.fr](mailto:washington@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)